

LETTRE DE PORTO ALEGRE

La XII^e conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative s'est tenue à Porto Alegre parallèlement au vingtième anniversaire de l'**Eco 92** et, à la veille de **Rio+20**, à la conférence des Nations unies sur le développement durable.

Le sujet abordé à la **XII^e conférence de l'OIDP** — Démocratie dans la ville et grandes transformations urbaines — est directement lié aux enjeux les plus pressants de l'humanité : celui de redéfinir, par le biais de la participation citoyenne, le modèle de développement des pays et de leurs villes, en acceptant de manière universelle le paradigme dont les fondements sont la démocratie, la liberté, les droits de l'homme, l'inclusion sociale et l'équilibre environnemental.

Nous vivons une période paradoxale. D'une part, la plupart des peuples subissent les conséquences d'un modèle de développement épuisé, qui, depuis 2008, génère du chômage, de la faim, la fermeture des entreprises et la banqueroute des États nationaux.

La crise américaine s'est propagée à travers la plupart des continents et, aujourd'hui, elle est d'une telle envergure qu'elle menace l'avenir même de la zone euro et la survie humaine en Afrique, en plus d'ébranler la confiance et la cohésion sociale dans des milliers de communautés. Le capital financier, germe de la tragédie, se réorganise une nouvelle fois en tant que créancier des gouvernements en crise.

D'autre part, la crise mondiale fait jaillir des énergies créatives dans les rues de dizaines de pays. En réalité, les *printemps arabes*, les *Indignés* européens et les divers mouvements *Occupy* non seulement renversent des gouvernements mais exigent aussi la restitution de l'espace public afin de pouvoir le réinventer.

La cocréation d'une nouvelle démocratie et, surtout, de nouvelles institutions est écrite par des milliers de poings dans l'agenda politique du XXI^e siècle.

Cette réalité n'est pas différente dans les villes, plongées en permanence dans une crise sociale et environnementale, où les modèles urbanistiques d'exclusion entrent dans un cercle vicieux lié à la spéculation territoriale, en subordonnant la gestion du territoire à l'accumulation de bénéfices et non à l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants. Maintenant plus que jamais, les grandes transformations urbaines sont devenues une partie active de ce jeu pervers. En conséquence, la redéfinition de ce modèle de développement devient quelque chose de vital et s'inscrit dans un projet politique global que les différentes sociétés n'ont pas encore cocréé.

La XII^e conférence de l'OIDP, qui s'est tenue entre le 11 et le 13 juin, fait sien les débats et les conversations tenus par des acteurs sociaux, universitaires, des autorités locales, des techniciens et des étudiants au cours de leurs activités, ainsi que les expériences mises en œuvre, certaines déjà consacrées et d'autres émergentes dans les villes, et propose quelques voies :

- 1) Réaffirmer l'engagement avec les différentes formes de démocratie participative en tant que moyen permettant d'affronter la crise politique, économique et sociale, ainsi que de développer de nouvelles formes de gouvernance locale.
- 2) Multiplier les observatoires de la démocratie participative dans les villes dans le but de démocratiser l'information et de stimuler la production de connaissances. Faciliter et rendre compréhensible le diagnostic de la réalité sociale et contribuer à la construction de politiques publiques durables.
- 3) Stimuler la création d'une législation en phase avec un nouveau paradigme de développement, réglementant les frontières territoriales

des espaces publics et privés et établissant des zones d'intérêt social et culturel, de préservation de l'environnement, etc., en tirant profit de la riche expérience du statut de ville brésilien.

- 4) Promouvoir des alliances sociales susceptibles de cocréer des espaces publics de participation et intégrant les actions de formulation, de planification et de décision de politiques publiques et privées durables : budgets participatifs, forums, assemblées, réseaux sociaux partenaires, etc. En ce qui concerne les « espaces publics de participation virtuelle », stimuler le développement et l'emploi de plateformes ouvertes.
- 5) Créer des mécanismes garantissant l'adéquation des travaux prévus dans le cadre de mégaprojets avec la planification à court, moyen et long terme des villes, et ce, en respectant les rythmes et les modes de vie locaux.
- 6) Améliorer la promotion de divers outils culturels permettant de rendre les processus participatifs plus attrayants pour les nouvelles générations, ainsi que plus accessibles aux différentes capacités de création culturelle des individus.
- 7) Étant donné l'urgence de la participation citoyenne, horizontale et sur le réseau — virtuel ou présentiel —, encourager les gouvernements à mettre au point des politiques intégrant l'éducation, la culture et la technologie, en facilitant les processus créatifs qui se nourrissent de la reconquête des espaces publics de participation, de vie en commun et d'amitié publique.

Porto Alegre, le 13 juin 2012